

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)

Commun à tous les lots

MP 24-36

- **Acheteur :**

Agence de services et de paiement (ASP)
2, rue du Maupas
87040 LIMOGES cedex 1

**Objet de la consultation : Maintenance multitechnique du siège de l'ASP à Limoges,
levages et automatismes**

Sommaire

Article 1. Objet de la consultation.....	4
Article 2. Procédure de passation.....	4
Article 3. Décomposition de la consultation.....	4
Article 4. Pièces constitutives des marchés.....	4
Article 5. Durée des marchés et délais d'exécution.....	5
Article 6. Considérations sociales	5
Article 7. Protection de l'environnement.....	5
Article 8. Etablissement des prix des marchés	6
8.1 Type et forme des prix	6
8.2 Contenu des prix.....	6
8.3 Date d'établissement des prix initiaux.....	6
8.4 Révision des prix	6
Article 9. Conditions générales d'exécution.....	7
9.1 Délais d'exécution.....	7
9.2 Lieux d'exécution des prestations.....	9
9.3 Horaires d'interventions	9
9.4 Modalités d'engagement des prestations	9
Article 10. Conditions particulières d'exécution	10
10.1 Comitologie.....	10
Article 11. Obligations des cocontractants.....	10
11.1 Obligations communes	10
11.2 Obligations de l'ASP	10
11.3 Obligations du titulaire	10
11.3.1 Obligations générales	10
11.3.2 Pièces et attestations.....	11
11.3.3 Modification affectant le titulaire au cours du marché	12
Article 12. Modalité d'intervention du personnel du titulaire	12
Article 13. Propriété intellectuelle / Utilisation des résultats	12
Article 14. Livraison	13
Article 15. Vérification et admission.....	13
Article 16. Garantie	13
Article 17. Maintenance.....	13
Article 18. Pénalités et réfections	14
18.1 Pénalités pour non-respect des délais d'exécution communes à l'ensemble des lots	14
18.2 Pénalités pour non-respect des délais d'exécution par lot.....	15

18.3	Autres pénalités par lot	15
18.4	Pénalités relatives à la clause développement durable/environnementale	17
18.5	Pénalités relatives à la violation des obligations de sécurité ou de confidentialité	17
18.6	Autres pénalités	17
18.7	Application des pénalités	17
18.8	Réfections	17
Article 19. Responsabilité et assurances		17
19.1	Responsabilité	17
19.2	Assurance	18
Article 20. Exécution financière des marchés		18
20.1	Avance	18
20.2	Echéancier des paiements/acomptes	18
20.3	Dématérialisation des factures	18
20.4	Régime des paiements	19
20.4.1	Mode et délai de paiement	19
20.4.2	Intérêts moratoires	19
Article 21. Retenue de garantie		19
Article 22. Cession ou nantissement de créance		19
Article 23. Protection des données à caractère personnel		20
Article 24. Sous-traitance		20
Article 25. Résiliation du marché		20
Article 26. Règlement des différends et litiges		20
Article 27. Prestations similaires pour les travaux ou les services / livraisons complémentaires pour les fournitures		20
27.1	Prestations similaires	20
Article 28. Modifications de marché		21
28.1	Clause de réexamen	21
28.2	Prestations supplémentaires de marché	21
28.3	Autres modifications de marché : modifications non substantielles	21
28.4	Autres modifications de marché : Circonstances imprévues	21
28.5	Autres modifications de marché : Substitution de titulaire	21
Article 29. Clauses de sécurité		21
29.4	Réversibilité	22
Article 30. Dérogations au CCAG		23

Article 1. Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la maintenance multitechnique du siège de l'ASP à Limoges concernant les matériels de levage et les automatismes.

Les prestations attendues et les spécifications techniques sont décrites dans les CCTP MP 24-36 lots 1 et 2.

Article 2. Procédure de passation

La présente procédure est passée en application de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant respectivement partie législative et partie réglementaire du code de la commande publique.

La procédure de passation est celle de l'appel d'offres ouvert, telle que décrite aux articles R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code susvisé.

Cette procédure fait suite à l'infructuosité du marché 24-15 pour les lots 3 et 6 pour absence d'offres.

Article 3. Décomposition de la consultation

La présente consultation est composée de 2 lots indépendants, conformément à l'article R2113-1 du code la commande publique.

Lot	Intitulé du lot
1	Levages (ascenseurs, monte-charge et palans)
2	Fermetures automatiques

Chacun des lots consiste en un accord-cadre mono-attributaire composite qui s'exécute pour partie à travers des prestations forfaitaires (poste 1) et pour partie par l'émission de bons de commande (poste 2), en application des dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 et dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R 2162-14 du code de la commande publique.

Les prestations de chaque lot se décomposent comme suit :

Prestation 1 : Prestations forfaitaires de maintenance
Prestation 2 : Prestations à bons de commande (demandes d'intervention hors forfait)

Les prestations s'exécutent dans les limites inscrites à l'acte d'engagement de chaque lot.

Article 4. Pièces constitutives des marchés

Les documents contractuels régissant les marchés sont par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement dûment rempli et signé (un par lot) et ses annexes complétées :
 - Annexe 1 : annexe financière (décomposition du prix global et forfaitaires et éléments de coûts) dûment renseignée
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots et ses/son annexes :
 - Annexe 1 : Protection des données à caractère personnel,
 - Annexe 2 : RSE.

3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de chacun des lots et ses/son annexes :
 - Pour le lot 1 : exigences, inventaire, liste des opérations minimales d'entretien et fréquence minimale de vérification
 - Pour le lot 2 : exigences, inventaire, gamme de maintenance
4. Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services – FCS du 30 mars 2021, publié au JORF du 1er avril 2021 - non fourni
5. L'offre du titulaire et le plan de prévention des risques (PPR).

Ces pièces ont un caractère contractuel et, en cas de non-conformité ou de divergence d'interprétation entre leurs clauses, chaque pièce l'emporte sur la suivante dans l'ordre de l'énumération ci-dessus.

Les présents marchés, constitué(s) des documents contractuels définis ci-dessus, expriment l'intégralité des obligations des parties.

Article 5. Durée des marchés et délais d'exécution

La durée et les modalités de reconduction des marchés sont précisées dans l'acte d'engagement.

Article 6. Considérations sociales

Les obligations s'imposant au Titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée. Le Titulaire est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée. Le Titulaire doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre sur simple demande du Pouvoir Adjudicateur. Les éventuels sous-traitants du Titulaire sont soumis aux règles précitées.

Dans l'optique de l'axe 2 de son Schéma de Promotion des Achats Socialement et Ecologiquement Responsable (SPASER), l'Agence évalue la possibilité de faire réaliser tout ou partie de ses différents besoins par une structure du secteur du travail protégé et adapté, de l'insertion par l'activité économique, de l'ESS, etc. et ce dès le premier euro. Ainsi, le Titulaire doit être en mesure d'identifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre, sur simple demande du Pouvoir Adjudicateur, les entreprises inclusives concourant à la réalisation des prestations objet du contrat (auxquelles elle s'adresse en direct pour son fonctionnement interne). Les éventuels sous-traitants du Titulaire sont soumis aux règles précitées.

Article 7. Protection de l'environnement

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de préservation des ressources (notamment via une consommation énergétique raisonnée) et d'émission de gaz à effet de serre.

Par ailleurs, soucieuse de s'inscrire dans une démarche de développement durable, l'ASP impose au titulaire d'exécuter le marché en fonction de moyens et de méthodologies de travail plus respectueux de l'environnement, inscrits dans une dimension d'éco responsabilité.

Ainsi, les livrables mis à disposition seront sous format dématérialisés. Dans le cas exceptionnel où la distribution de supports ou d'éléments indispensable à la réalisation des prestations objet du marché serait effectuée sous format papier, l'usage de papier recyclé ou, à défaut, de papier issu de forêts gérées durablement, est obligatoire.

Les fournitures et les produits utilisés, ainsi que les matériels, afférents au présent marché, doivent être obligatoirement conformes aux normes en vigueur dans la profession, permettre une exécution optimale des prestations, mais également concourir à la promotion d'une économie circulaire.

Le cas échéant, ils devront intégrer les concepts de réemploi, de réutilisation ou de recyclage dans leur conception et leur mise à disposition.

Ces aspects environnementaux de la prestation sont définis dans l'annexe 2 au présent CCAP.

En cas de non-respect des engagements pris, le titulaire s'expose aux pénalités décrites au présent CCAP.

Certification ISO 14001

Le titulaire assurera de plus toute assistance nécessaire auprès de l'ASP au cas où l'ASP procéderait à l'obtention de sa propre certification 14001. Il instruira notamment tous relevés et analyses techniques nécessaires y étant associés en lien avec l'objet de ses prestations.

Article 8. Etablissement des prix des marchés

8.1 Type et forme des prix

Le marché est en partie à prix global et forfaitaire et, pour l'autre partie, à prix unitaires et à bons de commande. Les prix sont définitifs.

Les prestations relevant de la partie forfaitaire concernent les prestations forfaitaires de maintenance ; Les prestations relevant de la partie unitaire concernent des prestations de maintenance curatives ou des prestations de second œuvre hors forfait.

8.2 Contenu des prix

Les prix de l'ensemble des prestations sont établis hors taxe et en euros.

Les prix figurant dans l'annexe n°1 financière à l'acte d'engagement sont réputés complets et comprennent les charges fiscales et parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais, notamment de transport ou de livraison à l'adresse indiquée par l'administration, de déplacement, d'hébergement ou de restauration du personnel du titulaire, d'éléments nécessaires à l'exécution des prestations telles qu'elles sont décrites dans les présents marchés.

Tous les autres frais annexes (taxi, parking, péage...) ne seront pas pris en charge par l'ASP.

Dans le cadre des prestations à bons de commande (heures supplémentaires, astreinte, , travail de nuit ou de week-end), le coût unitaire horaire de main d'œuvre indiqué à la DPGF s'appliquera aux quantités réellement utilisées.

Les coûts de main d'œuvre liés à la maintenance préventive et corrective y compris les astreintes des lots 1 et 2 sont inclus dans le forfait annuel.

Les achats de pièce dans le cadre des maintenances font l'objet d'un bon de commande spécifique, le coefficient d'approvisionnement prévu à la DPGF s'appliquera uniquement au prix d'achat de la pièce. Le titulaire devra transmettre un justificatif de ce prix d'achat (par exemple facture d'achat de la pièce).

Dans le cadre des prestations sous-traitées, aucun coefficient d'approvisionnement ne s'appliquera. Le coût de main d'œuvre appliqué sera celui du sous-traitant.

8.3 Date d'établissement des prix initiaux

Les prix initiaux de chaque lot sont établis en euros aux conditions économiques du mois de remise des offres.

8.4 Révision des prix

Les prix sont révisés annuellement, à la hausse ou à la baisse, à la date anniversaire de notification du marché par l'application aux prix du marché (P) de la formule décrite ci-dessous.

$$P_1 = P_0 \times [0,15 \times (MIG\ EBI/MIG\ EBI_0) + 0,15 \times (TCH/TCH_0) + 0,7 \times (ICHTT/ICHTT_0)]$$

Dans laquelle :

P₁ = prix forfaitaire révisé

P_0 = prix forfaitaire initial

MIG EBI = indice des prix de production de l'industrie française (énergie et biens intermédiaires) = ref **010764357**, dernière valeur définitive publiée à la date anniversaire de prise d'effet du marché

MIG EBI₀ = indice des prix de production de l'industrie française (énergie et biens intermédiaires) = ref **010764357**, dernière valeur définitive publiée à la date de remise des offres

TCH = indice des prix à la consommation = réf **001763861**, dernière valeur définitive publiée à la date anniversaire de prise d'effet du marché

TCH₀ = indice des prix à la consommation = réf **001763861**, dernière valeur définitive publiée à la date de remise des offres

ICHT-IME référence **010762021** : indice mensuel du coût horaire du travail révisé tous salariés, électricité, gaz, vapeur air conditionné, dernière valeur publiée à la date anniversaire de prise d'effet du marché

ICHT-IME₀ référence **010762021** : indice mensuel du coût horaire du travail révisé tous salariés, électricité, gaz, vapeur air conditionné, dernière valeur publiée à la date de remise des offres.

A la révision suivante, les indices MIG EBI, TCH et ICHT-IME retenus pour la révision de prix initiale, deviennent les valeurs 0 de ces indices.

En cas d'arrêt d'une série chronologique par l'INSEE, l'ancienne série sera poursuivie par la nouvelle série proposée par l'INSEE.

Dans le cas où les dispositions légales ou réglementaires ne permettraient pas l'application de la présente clause de révision (disparition ou modification des indices de référence), les nouvelles dispositions en vigueur s'y substitueraient, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant. Le titulaire informera alors l'ASP des nouveaux indices utilisés et de leurs valeurs retenues.

Le titulaire s'engage à communiquer par courriel le nouveau bordereau de prix, avec les tarifs applicables, avec un préavis d'un mois avant la date prévue pour l'application.

L'application des nouveaux tarifs ne pourrait se faire que dans un délai de 30 jours après leur réception. En aucun cas les nouveaux tarifs ne devront être appliqués sans accord écrit du représentant du pouvoir adjudicateur.

Les nouveaux prix, dûment révisés, s'appliquent à toutes les commandes émises après la date de révision effective des prix (soit la date anniversaire de notification du marché). En aucun cas une révision des prix ne sera rétroactive.

Article 9. Conditions générales d'exécution

Pour chaque lot, le titulaire doit exécuter les prestations de l'accord-cadre dans le respect des dispositions contractuelles et sur la base des coûts indiqués dans l'annexe financière de l'acte d'engagement.

9.1 Délais d'exécution

Les prestations à prix forfaitaire commencent à la date indiquée dans la lettre de notification du marché. Le délai global d'exécution coïncide avec la durée du marché.

Au-delà de ce délai global d'exécution, des besoins à satisfaire dès la survenance des échéances constructeur et réglementaires, les délais suivants sont définis dans le CCTP et pénalisés. Ils figurent de manière exhaustive dans le CCTP de chacun des lots.

A noter que le délai d'exécution des prestations de maintenance est indiqué dans le CCTP ou dans le bon de commande le cas échéant pour les prestations sur devis.

Ce délai débute à compter de la signalisation de la panne au prestataire pour les prestations de maintenance et à compter de la réception du bon de commande pour les prestations sur devis.

Ce délai d'intervention est clos à compter de la constatation par l'ASP de la correction de la panne ou de la réalisation de la prestation sur devis qui donnera lieu à un PV de constatation.

En cas de dépassement des délais prévus conformément aux dispositions ci-avant, le titulaire s'expose à des pénalités prévues à l'article 18 du présent document.

Lot 1

Prestation	Délai d'exécution	Point de départ
Mise en place de l'organisation définitive	4 semaines	Date de prise d'effet du marché
Mise à jour des stocks de sécurité	20 jours	Date de prise d'effet du marché et / ou remarque du MOA
Intervention curative	- Immédiatement pour personnel sur site - 30 minutes pour la désincarcération - 2 heures dépannage	Sollicitation d'intervention
Réalisation des travaux de remise en ordre des anomalies pointées dans un rapport d'audit mandaté par ASP	1 mois	Remise du rapport d'audit au titulaire
Réalisation de travaux préconisés dans le cadre d'un audit avec prescription de l'arrêt d'un appareil	15 jours	Dès que la préconisation est portée à la connaissance du titulaire
Plan de prévention	15 jours calendaires	Date de prise d'effet du marché prise 1 ^{er} janvier de chaque année à la suite
Transmission devis pour les prestations à bons de commande	8 jours	Demande de l'ASP
Réponse aux questions posées par un éventuel nouveau titulaire à la fin du marché	15 jours calendaires pendant une période de 60 jours calendaires après la fin d'exécution du marché	Transmission de la question

Lot 2

Prestation	Délai d'exécution	Point de départ
Mise en place de l'organisation définitive	1 mois	Date de prise d'effet du marché
Fourniture du programme d'interventions de maintenance préventive	1 mois	Date de prise d'effet du marché
Mise à jour des stocks de sécurité	20 jours	Date de prise d'effet du marché et / ou remarque du MOA
Rapport d'intervention de maintenance préventive	24h	Fin de visite
Maintenance corrective_intervention	- Immédiatement pour personnel sur site - 4 heures dépannage en heures ouvrées - 2 heures dépannage HNO en astreinte	Accusé de réception par mail confirmant l'appel ou le mail de l'ASP ou à défaut l'appel de l'ASP
Bilan des interventions par type de défaillances	7 jours	Date de la demande de l'ASP
Plan de prévention	15 jours calendaires	Date de prise d'effet du marché prise 1 ^{er} janvier de chaque année à la suite
Transmission devis pour les prestations à bons de commande	8 jours	Demande de l'ASP
Réponse aux questions posées par un éventuel nouveau titulaire à la fin du marché	15 jours calendaires	Transmission de la question

9.2 Lieux d'exécution des prestations

Pour les lots 1 et 2, les prestations s'exécutent uniquement sur le site du siège de l'ASP sis 2 rue du Maupas à Limoges (87).

9.3 Horaires d'interventions

Les horaires d'intervention sont précisés dans le CCTP de chacun des lots.

9.4 Modalités d'engagement des prestations

La notification de chaque lot vaut engagement des prestations forfaitaires pour la période initiale du marché. La notification de la reconduction du marché, le cas échéant, vaut engagement des prestations forfaitaires de la période considérée.

Pour les prestations à bons de commande :

Les achats de pièce dans le cadre des maintenances font l'objet d'un bon de commande spécifique ; le coefficient d'approvisionnement prévu à la DPGF s'appliquera uniquement au prix d'achat de la pièce. Le titulaire devra transmettre un justificatif de ce prix d'achat (par exemple facture d'achat de la pièce).

Les prestations des postes 2 de chacun des lots feront l'objet de bons de commande sur la base des tarifs figurant dans l'annexe financière à l'acte d'engagement dans le cas où le titulaire réaliserait lui-même la prestation.

Le titulaire peut cependant être amené à sous-traiter une partie de la maintenance corrective ; dans ce cadre, le sous-traitant fournira un devis pièce, main d'œuvre et déplacement compris. Ce devis accepté par l'ASP fera foi sans référence à l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Dans le cadre des prestations sous-traitées, aucun coefficient d'approvisionnement ne s'appliquera. Le coût de main d'œuvre appliqué sera celui du sous-traitant.

La personne habilitée à signer les bons de commande est le président directeur général de l'ASP ou son représentant.

Les bons de commande seront adressés au titulaire de chaque marché par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception (courriel avec accusé de réception). La date de réception vaut date de notification.

Conformément à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, le titulaire disposera de **15 jours ouvrés** au maximum à compter de la date de notification de chaque bon de commande (soit la date de l'avis de réception postal ou la date de l'accusé de réception du courriel), pour présenter ses observations par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception.

Les observations du titulaire, si elles sont reconnues fondées par le service, feront l'objet d'un rectificatif au bon de commande, transmis selon le même formalisme.

Chaque bon de commande comporte les éléments suivants :

- la référence au marché
- la référence du lot
- la désignation de la prestation commandée,
- le cas échéant, le délai d'exécution
- le cas échéant, la date de début des prestations,
- le cas échéant, la date de fin des prestations, dans le respect des délais d'exécution,
- toute précision utile quant à l'exécution des prestations,
- les prix unitaires et/ou forfaitaires HT
- les montants totaux HT et TTC
- le taux et le montant de la TVA
- les informations ASP Chorus (n° SIRET ; TVA CEE ; Code service, n° marché, n° EJ)

Toute modification faite par le titulaire sur le bon de commande sera réputée non écrite.

Article 10. Conditions particulières d'exécution

Pour assurer le bon déroulement de l'exécution de chaque lot, le nom et les coordonnées du/des personne(s) responsable(s) du suivi du marché à l'ASP seront communiqués au titulaire au lancement des marchés.

Le titulaire désignera dans son offre le responsable du suivi du marché habilité à le représenter.

10.1 Comitologie

Le CCTP de chaque lot détaille plus avant les différentes réunions pouvant se tenir. A titre principal :

Lot 1 :

Réunion annuelle

Le rapport annuel sert de support à cette réunion qui traite de la bonne marche de l'ensemble immobilier et de la qualité de la prestation. Les représentants de l'ASP et du titulaire sont présents à cette réunion.

Lot 2 :

Réunion annuelle

Le rapport annuel sert de support à cette réunion qui traite de la bonne marche de l'ensemble immobilier et de la qualité de la prestation. Les représentants de l'ASP et du titulaire sont présents à cette réunion.

Article 11. Obligations des cocontractants

11.1 Obligations communes

Les parties s'engagent à se communiquer toutes les informations et documents en leur possession ou en faciliter la consultation par l'autre partie dans la mesure où cela est nécessaire à l'exécution des prestations, objets des présents marchés.

La langue de travail est le français. Tous les documents afférant au marché sont rédigés en langue française.

11.2 Obligations de l'ASP

L'ASP :

- met à la disposition du titulaire les matériels, bureaux, moyens de communication et plus généralement l'ensemble des fournitures nécessaires à la réalisation de la prestation, lorsque les prestations se déroulent dans les locaux de l'ASP,
- s'assure de la participation effective de son personnel aux activités et réunions qui le concernent,
- assure toutes facilités au titulaire pour l'exécution de ses prestations.

11.3 Obligations du titulaire

11.3.1 Obligations générales

Le titulaire est tenu à :

- une obligation de moyens au titre de l'ensemble des prestations prévues dans le cadre des présents marchés dès lors qu'il n'est pas fait référence à des objectifs quantifiés ;
- une obligation de résultats relativement aux délais et performances à respecter ;
- une obligation de conseil et de mise en garde.

Le titulaire s'engage à effectuer les prestations conformément aux spécifications et aux modalités décrites dans les documents contractuels, et notamment :

- A accepter de tenir l'ASP informée périodiquement sur le déroulement des prestations et à l'informer sans délai de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations concernées ;

- A vérifier la teneur de tous les documents, informations, éléments qui lui sont communiqués pour l'accomplissement des prestations et à indiquer à l'administration, dans les huit (8) jours de la communication, les erreurs décelées qui ont une incidence sur le déroulement des prestations ;
- A maintenir les compétences de ses personnels intervenant au titre des marchés ;
- A assumer, sous sa responsabilité exclusive, l'organisation du travail, la discipline, le respect des consignes, l'administration et la bonne tenue de son personnel ;
- A contrôler régulièrement le bon déroulement de la tâche qui lui est confiée, et le respect des consignes données à son personnel ;
- A assurer la permanence de ses prestations, de telle façon que la mission, objet du lot dont il est titulaire, soit parfaitement remplie ;
- A se conformer aux normes et règlements pour l'exécution des tâches qui lui incombent.
- A faire en sorte que ses interventions ne provoquent aucune gêne des occupants, ni désordre dans l'immeuble ;
- A restituer les installations, équipements et locaux en bon état à l'expiration du contrat.

Le titulaire doit garantir la qualité de ses livrables.

Le titulaire s'engage à garder confidentielles toutes les informations dont il pourrait avoir connaissance dans le cadre de l'exécution de ces marchés.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de cet accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution du service rendu.

Lorsqu'ils participent à l'exécution des prestations objet du présent contrat, le titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

De manière générale, le titulaire doit informer l'ASP de tous les problèmes qu'il rencontre pour assurer sa prestation.

Le titulaire doit, en tout état de cause, signaler à l'ASP, dès qu'il a été normalement en mesure de les déceler, les incidents prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité des personnes, des locaux ou des biens, et lui indiquer les conséquences qui pourraient en résulter dans le cas où il n'y serait pas porté remède.

Si les installations mises à disposition du titulaire venaient à ne plus être conformes à la réglementation, le titulaire est tenu d'en informer par écrit et sans délai l'ASP. Il appartient à l'ASP de prendre aussitôt les dispositions nécessaires en vue de leur mise en conformité.

Le titulaire doit assistance à l'ASP soit :

- par téléphone pour tout complément d'information,
- lors de réunions provoquées par l'ASP si nécessaire,
- en transmettant à l'ASP les nouveaux textes réglementaires relatifs à ses prestations, accompagnés éventuellement d'une note expliquant l'incidence de ces textes sur son activité.

En aucun cas les précédentes dispositions relatives à l'obligation de conseil ne dispensent le titulaire d'assurer les prestations définies au marché.

Dans la mesure où il est défaillant pour quelque raison que ce soit, l'ASP peut faire appel à toute autre forme de service, aux frais du titulaire.

11.3.2 Pièces et attestations

Le titulaire (et ses éventuels co-traitants) est (ou sont) tenu(s), pour lui-même et pour ses éventuels sous-traitants, conformément à l'article R2143-8 du code de la commande publique, de mettre l'acheteur en position de pouvoir vérifier la régularité de sa situation fiscale et sociale tous les 6 mois, au regard des exigences de la commande publique.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par l'ASP dès sollicitation, à l'adresse suivante : <http://www.e-Attestations.com>.

11.3.3 Modification affectant le titulaire au cours du marché

Le titulaire est tenu de communiquer immédiatement les modifications, survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- A sa raison sociale ou à sa dénomination,
- A son adresse ou à son siège social,
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,
- à un changement de situation au regard des interdictions de soumissionner mentionnées aux articles L2141-1 (et suivants), et L2341-5 du code de la commande publique,
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Article 12. Modalité d'intervention du personnel du titulaire

Pendant toute la durée d'exécution des marchés, l'intervenant proposé par le titulaire demeure sous la responsabilité et l'autorité de son employeur titulaire du marché. L'ASP adresse ses remarques, observations, réclamations au responsable du suivi du marché chez le titulaire qui prend les mesures correctives nécessaires.

Le prestataire fait l'objet d'un suivi technique périodique par le titulaire. Un point contractuel régulier est réalisé pendant toute la durée de la prestation en lien avec la Direction financière juridique et logistique de l'ASP.

En cas de décision de l'administration de récuser l'intervenant mis à sa disposition par le titulaire dans le cadre du présent marché ou en cas d'indisponibilité de cette personne, le titulaire dispose d'un délai de **trente jours** pour désigner un remplaçant, disposant d'une expérience et de compétences au moins équivalentes, en accord avec l'ASP.

L'ASP peut refuser le nouvel interlocuteur désigné. Elle en informe le titulaire dans les trente jours à compter de l'arrivée du remplaçant dans ses locaux. En l'absence de refus dans ce délai, le nouvel intervenant est réputé accepté.

En cas de refus, le titulaire dispose de nouveau du délai ci-dessus énoncé pour proposer un nouvel intervenant.

Le titulaire est responsable du tuilage entre ses préposés, qu'il assure à ses frais. Cette période de recouvrement doit permettre d'assurer la continuité du service.

Pour des raisons de sécurité, le titulaire remet à l'ASP la liste nominative du personnel d'intervention et de remplacement pour agrément quinze (15) jours au moins avant la date de la première intervention. Cette liste est tenue à jour régulièrement. Seuls les personnels agréés par l'ASP sont habilités à intervenir sur site dans le cadre du présent marché.

Le représentant du titulaire du marché devra remettre la copie des cartes professionnelles de chaque intervenant même ponctuel. Sans ce niveau d'information, l'ASP se réserve le droit d'interdire l'accès au site.

L'ASP peut à tout moment interdire l'accès au site ou demander le remplacement des personnels ne lui donnant pas satisfaction ou étant jugés indésirables dans ses locaux.

Article 13. Propriété intellectuelle / Utilisation des résultats

Le présent article déroge aux articles 34 à 37 du CCAG FCS.

L'ASP conserve tous les droits dont elle est détentrice sur les matériels, programmes, logiciels, données et fichiers mis à la disposition du titulaire pour les besoins d'exécution du présent marché.

Le titulaire cède à l'ASP tous les droits de propriété intellectuelle sur les livrables, notamment sur les logiciels spécifiques et la documentation, au fur et à mesure de leur élaboration, et ce, pour toute la durée de protection légale de l'article L.123.1 du Code de la Propriété Intellectuelle et pour le monde entier.

Ces droits comprennent notamment les droits d'utilisation, de reproduction, de cession, d'adaptation et de modification tels que définis dans le Code de la Propriété Intellectuelle pour tout usage pendant toute la durée de leur protection.

Article 14. Livraison

Il sera fait application des dispositions de l'article 21 du CCAG-FCS.

Article 15. Vérification et admission

Les opérations de vérification ont pour but de constater la correspondance, en quantité et qualité, entre les prestations fournies et les spécifications de chaque lot.

L'ASP ou son représentant procède aux opérations de contrôle estimées nécessaires sur la base des livrables indiqués dans le CCTP de chacun des lots du marché.

Celles-ci peuvent revêtir soit la forme de visites du site et des installations, soit la forme d'essais de fonctionnement. Une décision de l'ASP désigne le ou les responsables chargés des opérations de contrôle.

En cas de désaccord sur le constat des contrôles, ceux-ci pourront être exécutés à l'aide d'un organisme extérieur spécialisé dont la rémunération est prise en charge par le demandeur.

Un représentant du titulaire est présent lors des opérations de contrôle.

Si l'un de ces contrôles contradictoires révèle une anomalie sur un équipement altérant la sécurité des personnes, il devra être procédé à l'arrêt de la partie de l'équipement concerné et à sa remise en état de bon fonctionnement.

Dans le cas où ces immobilisations sont la conséquence d'une défaillance du titulaire, les pénalités sont appliquées dans les conditions définies à l'article 18 du présent CCAP.

Les objectifs à respecter par le titulaire des lots 1 et 2 sont définis dans les CCTP propres à chaque lot et leurs annexes.

Le titulaire communique à l'ASP tous les documents de conduite et de maintenance que cette dernière estime nécessaire (main courante, cahier de consignes, cahier d'anomalies, réparations, relevés...).

Les opérations de contrôle qui ont lieu à l'occasion des interventions de maintenance ou indépendamment de celles-ci s'effectuent sans en perturber le fonctionnement. Elles portent essentiellement sur la qualité et la quantité des prestations exécutées.

Article 16. Garantie

La garantie est une garantie de bonne exécution pour l'ensemble des prestations effectuées par le titulaire au titre de chacun des lots et une garantie de bon fonctionnement pour les fournitures livrées dans le cadre de l'exécution des prestations.

Article 17. Maintenance

Le titulaire doit se soumettre à l'organisation de suivi de la maintenance que l'ASP (son représentant) met en place.

Cette organisation doit permettre d'analyser en permanence les éléments de maintenabilité et de fiabilité, à savoir :

- la nature des opérations de maintenance préventive, des travaux de dépannages et des réparations,
- les modifications successives apportées aux réseaux de distribution ainsi qu'aux équipements depuis la mise en service de ceux-ci (historique de la vie du matériel),
- l'historique des défaillances constatées depuis la mise en service. Les incidents feront l'objet de rapports d'incident qui seront répertoriés et conservés par le titulaire du lot 1 du marché 24-15,
- la prise en compte des conditions d'environnement,
- etc.

Les cahiers, registres et autres documents sont fournis par le titulaire.

Le titulaire s'engage :

- A examiner et à tenir compte des remarques formulées par l'ASP ou ses représentants régulièrement mandatés se rapportant au comportement de son personnel ou à la qualité des prestations.
- A accepter de se soumettre aux contrôles effectués par les représentants désignés par l'ASP. Ces contrôles pourront être effectués en présence d'un responsable de l'ASP.

Article 18. Pénalités et réfections

Les pénalités seront réglées par précompte sur les sommes dues au titre d'avances, d'acomptes, paiements partiels définitifs, et solde ; la fixation de leur montant déroge à l'article 14 du CCAG FCS

Les pénalités s'appliquent dès le premier euro par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, toutes les pénalités, quelles qu'elles soient, sont cumulables entre elles. Le montant total des pénalités ne peut pas représenter plus de 20% du montant total dû au titulaire.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, les pénalités sont décrites comme suit :

18.1 Pénalités pour non-respect des délais d'exécution communes à l'ensemble des lots

Prestation	Délai d'exécution	Point de départ	Pénalité applicable en cas de non respect en euros
Mise en place de l'exploitation	4 semaines	Date de prise d'effet du marché	P = 100xJ
Mise à jour des stocks de sécurité	20 jours	Date de prise d'effet du marché et/ou remarque du MOA	P = 100xJ
Travaux de remise en conformité suite à audit	2 mois	Transmission du rapport d'audit par l'ASP	P = 100xJ
Exécution des bons de commande	3 semaines	Réception du bon de commande	P= 10xJ
Remise de livrables (devis, rapport d'intervention, de maintenance, compte-rendu...)	Selon livrable	Selon livrable	P= 20xJ
Réponse aux questions posées par un éventuel nouveau titulaire à la fin du marché	15 jours calendaires	Transmission de la question	P= 20xJ

18.2 Pénalités pour non-respect des délais d'exécution par lot

a) Pour le lot n° 1 : pénalités pour non- respect des délais d'exécution

Prestation	Délai d'exécution	Point de départ	Pénalité applicable en cas de non-respect en euros
Intervention curative	- Immédiatement pour personnel sur site - 30 minutes pour la désincarcération - 2 heures dépannage	Accusé de réception par mail confirmant l'appel ou le mail de l'ASP ou à défaut le mail ou l'appel de l'ASP	100xH
Réalisation de travaux préconisés dans le cadre d'un audit avec prescription de l'arrêt d'un appareil	15 jours	Dès que la préconisation est portée à la connaissance du titulaire	100XJ

b) Pour le lot n° 2 : pénalités pour non- respect des délais d'exécution

Prestation	Délai d'exécution	Point de départ	Pénalité applicable en cas de non-respect en euros
Maintenance corrective_intervention	- Immédiatement pour personnel sur site - 4 heures dépannage en heures ouvrées - 2 heures dépannage Heures non ouvrées en astreinte	Accusé de réception par mail confirmant l'appel ou le mail de l'ASP ou à défaut l'appel de l'ASP	100XH

18.3 Autres pénalités par lot

a) Pour le lot n° 1 :

Les pénalités portent sur :

- l'interruption de fonctionnement et de service
- non-respect des visites programmées de la maintenance préventive
- la répétition des défaillances pour un appareil
- le dépassement du délai d'immobilisation

Où :

P = montant de la pénalité

H= nombre d'heures de retard

J = nombre de jours ouvrés de retard

Pénalités	Calcul du montant des pénalités en montant HT	Déclenchement de la pénalité
Interruption de fonctionnement de service, indisponibilité totale ou partielle des installations*	$P = 100 \times H$	Au-delà des 2 premières heures
Non-respect des visites programmées de la maintenance préventive	$P = 100 \times J$	

En cas de retard de plus de 2 semaines dans l'exécution de la maintenance préventive par rapport au planning prévisionnel	P= 200 x J	
Répétition des défaillances sur un équipement	P = 5% du montant forfaitaire annuel	A partir de la deuxième défaillance constatée sur un même équipement dans les deux mois suivant une intervention de maintenance préventive ou corrective Le non-respect de la durée minimale entre deux pannes (fixée dans l'annexe 1 du C.C.T.P. du lot 3) fera l'objet d'une nouvelle pénalité.
Dépassement du délai d'immobilisation	P= 100 X J	

* Les manquements prolongés sont notifiés au titulaire par un constat établi sur place et signé des deux parties. Le titulaire est tenu d'y remédier dans un délai de quarante-huit (48) heures. Passé ce délai, l'ASP peut prendre, aux frais du titulaire, les mesures nécessaires afin d'obtenir le fonctionnement normal des installations par d'autres moyens.

b) Pour le lot n°2 :

Les pénalités portent sur :

- l'interruption de fonctionnement et de service,
- non-respect des visites programmées de la maintenance préventive,
- le dépassement des délais d'intervention,
- la répétition des défaillances pour un appareil,

Où :

P = montant de la pénalité

H= nombre d'heures de retard

J = nombre de jours ouvrés de retard

Pénalités	Calcul du montant des pénalités en montant HT	Déclenchement de la pénalité
Interruption de fonctionnement de service, indisponibilité totale ou partielle des installations*	P= 100x H	Au-delà des 2 premières heures
Non-respect des visites programmées de la maintenance préventive	P= 100 x J	
En cas de retard de plus de 2 semaines dans l'exécution de la maintenance préventive par rapport au planning prévisionnel	P= 200 x J	
Répétition des défaillances sur un équipement	P = 5% du montant forfaitaire annuel	A partir de la deuxième défaillance constatée sur un même équipement dans les deux mois suivant une intervention de maintenance préventive ou corrective Le non-respect de la durée minimale entre deux pannes (fixée dans l'annexe 1 du C.C.T.P. du lot 6) fera l'objet d'une nouvelle pénalité.

18.4 Pénalités relatives à la clause développement durable/environnementale

En cas de non-respect des obligations relatives aux obligations portées par le présent CCAP et aux engagements du titulaire figurant dans l'annexe dédiée, il sera appliqué, pour chaque manquement observé, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité égale à 75 €.

18.5 Pénalités relatives à la violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

Conformément à l'article 14 du CCAG FCS En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées au CCAP, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes, appliquées dans les conditions prévues à l'article dédié du présent CCAP

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

18.6 Autres pénalités

Toute dépense pour remise en état des équipements, des installations ou documents provenant d'un manquement du titulaire aux obligations du présent marché, lui est retenue ou facturée.

La pénalité pour absence aux réunions fixées ou sur convocation de l'ASP est fixée à cinquante (50) euros par personne et par absence.

18.7 Application des pénalités

Les pénalités indiquées ci-dessus seront imputées sur les factures, sans mise en demeure préalable, sauf si les causes ne permettant pas de respecter le délai contractuel ne sont pas imputables au titulaire. Il en est ainsi notamment si cette cause est le fait de l'ASP ou provient d'un évènement ayant le caractère de force majeure ou de catastrophe naturelle ou en cas de prolongation du délai d'exécution accordée par l'ASP.

Les éventuelles pénalités de retard viendront en déduction de la facture à payer à chaque terme échu, pour les incidents survenus pendant cette période.

En fin de marché, un titre de recette peut être émis par l'ASP afin de prendre en compte les pénalités éventuelles dues.

18.8 Réfections

Conformément à l'article 30 du CCAG FCS, si après demande dûment motivée de l'ASP, la qualité d'une prestation reste insatisfaisante car ne répondant pas aux attentes de l'acheteur telles que définies dans les documents du marché et non conforme à la proposition technique du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de prononcer une réfaction du prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire pourra présenter ses observations.

Article 19. Responsabilité et assurances

19.1 Responsabilité

La responsabilité du Titulaire pourra être engagée pour tout manquement à ses obligations contractuelles et préjudice découlant directement de l'inexécution du marché lorsqu'elle sera exclusivement de son fait, et devra réparation du dommage causé à l'ASP.

Le Titulaire sera tenu responsable de tout dommage corporel, matériel ou immatériel, directement causé par lui à l'ASP ou à un tiers du fait de l'exécution du marché.

Sa responsabilité doit résulter d'une faute prouvée et ne peut être invoquée pour les dommages découlant indirectement de son fait.

Le Titulaire ne pourra être tenu pour responsable du non-respect des délais fixés dans la mesure où un événement surviendrait sur lequel il n'aurait pas de contrôle, tels que les cas de force majeure ou de catastrophe naturelle.

Le Titulaire ne pourra en aucun cas être tenu pour responsable en cas de préjudice subi par l'ASP et résultant d'une inexécution par elle de ses obligations.

Dans l'hypothèse où le Titulaire identifie un événement dans la survenance duquel il n'a aucune responsabilité, notamment un cas de force majeure, et qui est de nature à faire obstacle à l'exécution du marché dans les délais contractuels, il peut demander une prolongation du délai d'exécution dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

L'admission par l'ASP d'un cas de force majeure ou d'une cause exonératoire exclut, de ce chef seulement, l'engagement de la responsabilité du Titulaire et l'application des pénalités pour le retard consécutif à l'événement invoqué par le Titulaire.

19.2 Assurance

Il est fait application de l'article 9 du CCAG-FCS.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire une attestation d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile ou professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommage occasionné dans l'exécution du présent marché, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 20. Exécution financière des marchés

20.1 Avance

Il est fait application des articles R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique.

Conformément à l'article 11.1 du CCAG FCS, il est fait application de l'option A.

20.2 Echancier des paiements/acomptes

Echancier des paiements :

Prestations forfaitaires

Les prestations forfaitaires (lots 1 et 2) seront réglées mensuellement à terme échu. Le montant des prestations correspond au douzième du forfait annuel figurant dans l'Acte d'Engagement. Le premier et le dernier mois d'exécution du marché seront réglés au prorata temporis du montant du forfait mensuel.

Prestations à bons de commande

Les prestations à bons de commande seront payées à terme échu sur attestation du service fait et sur présentation de la facture correspondante accompagnée de la décision de réception.

Acompte

Aucun acompte ne sera versé au titre de ce marché.

20.3 Dématérialisation des factures

En application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et du décret 2019-7488 du 18 juillet 2019, le titulaire doit dématérialiser ses factures sur Chorus Pro. Elles doivent comporter, en plus des indications ci-dessus, **cumulativement et obligatoirement**, les informations suivantes :

- Le **numéro SIRET** unique de l'ASP : **130 006 372 00010**
- Le(s) **code(s) service(s) facturé(s)**, qui sera(ont) précisé(s) au titulaire après la notification du marché ou qui figurera(ont) sur les bons de commande, le cas échéant
- Le **numéro d'engagement (n° d'EJ)**, qui sera(ont) précisé(s) au titulaire après la

notification du marché ou qui figurera(ont) sur les bons de commande (encadré en haut à gauche « Informations ASP Chorus »)

- **Le numéro d'identité (SIRET) et l'adresse de l'établissement émetteur des factures.**

Par ailleurs, il est également demandé de renseigner :

- Le(s) **numéro(s) de marché**, communiqué au titulaire après notification

Ce processus de facturation impose que des factures séparées soient produites en fonction du type de prestation (forfaitaire, à bons de commande, sans EJ préalable).

La TVA est appliquée en sus à chaque facturation, **au taux légal en vigueur au moment du fait générateur.**

Pour le dépôt des factures dans Chorus Pro, l'attention du titulaire est appelée sur la sélection du Cadre de facturation, qui permet d'identifier le profil du déposant ainsi que le type de document transmis.

Ex : A1 pour les factures simples du titulaire, A9 pour les factures du sous-traitant.

Une aide en ligne est disponible l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

20.4 Régime des paiements

20.4.1 Mode et délai de paiement

Le mandatement est effectué au vu des factures émises par le titulaire reprenant les conditions de prix et de paiement des présents marchés.

Les paiements sont effectués par virement. Conformément aux articles R. 2192-10 et R. 2192-12 à R. 2192-15 du code de la commande publique, le délai de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la facture et/ ou du service fait, sauf suspension du délai global de paiement (DGP) dans les conditions fixées aux articles R. 2192-27 à R. 2192-29 du code de la commande publique.

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable de l'ASP.

20.4.2 Intérêts moratoires

En application de l'article R. 2192-31 du code de la commande publique, en cas de dépassement du délai de paiement, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur le premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Une indemnité forfaitaire d'un montant fixé à 40 € sera également versée pour frais de recouvrement et, sur justification, des frais de recouvrement supérieurs pourront donner droit à une indemnisation complémentaire.

Article 21. Retenue de garantie

Sans objet.

Article 22. Cession ou nantissement de créance

Conformément à l'article 4.2.2 du CCAG-FCS, si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, l'acheteur lui remet sur demande un certificat de cessibilité conforme au modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie (R2191-46, R2191-47 et R2191-51 du code de la commande publique). Le bénéficiaire de la créance doit notifier ce certificat de cessibilité au comptable public assignataire avant toute demande de paiement.

Article 23. Protection des données à caractère personnel

Les éléments relatifs à la protection des données personnelles sont traités dans l'annexe 1 au présent CCAP.

Article 24. Sous-traitance

Il est fait application des articles R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique et 3.6 du CCAG FCS.

Il est précisé que le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent accord-cadre pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au Titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données et aux exigences de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République.

Article 25. Résiliation du marché

- Pour motif d'intérêt général

L'ASP peut à tout moment mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché avant leur achèvement par une décision de résiliation formalisée par l'envoi au titulaire d'une lettre recommandée avec accusé de réception et précisant la date effective de résiliation.

Aucune indemnité n'est due au titulaire du marché par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS. En cas d'arrêt en cours d'exécution, les sommes dues au titulaire du marché seront versées au vu des prestations effectuées.

- Pour tous les autres cas

Il est fait application des articles 39 à 41 du CCAG-FCS et des articles L.2195-4 et L.2194-5 du Code de la commande publique.

Dans tous les cas de résiliation pour faute du titulaire, y compris en cas de manquement aux aspects de sécurité informatique, il **ne sera dû aucune indemnité de résiliation**.

Article 26. Règlement des différends et litiges

L'acheteur et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objets du marché.

Il est fait application de l'article 46 du CCAG-FCS.

Les parties peuvent également se prévaloir de l'article R2197-16 et l'article R2197-24 du code de la commande publique et soumettre le différend qui les oppose au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges compétents.

En cas de conflit qui n'aurait pu être réglé par le médiateur ou les comités susvisés, le tribunal administratif compétent est celui du ressort du lieu du siège de l'ASP.

Article 27. Prestations similaires pour les travaux ou les services / livraisons complémentaires pour les fournitures

27.1 Prestations similaires

L'ASP se réserve le droit d'appliquer les dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique.

Article 28. Modifications de marché

28.1 Clause de réexamen

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, dans le cas d'un besoin nouveau en cours d'année résultant :

- d'une modification réglementaire ;
- de la nécessité, pour un bâtiment donné, de faire appel à des prestations ou des fournitures spécifiques ne figurant pas à l'annexe financière mais rendu indispensable à la bonne réalisation des prestations ;
- de l'obsolescence d'une référence et de la nécessité de son remplacement par une nouvelle ;
- d'une technologie innovante qui, à fonctionnalités équivalentes ou supérieures, permettrait, notamment, de réaliser des économies d'énergie, de réduire des émissions de solvants ou de gaz à effets de serre, de diminuer le coût global de possession etc. (à titre d'exemple le raccordement au réseau de chaleur de Limoges Métropole)

L'acheteur peut intégrer des prix nouveaux dans les conditions et limites cumulatives suivantes :

- prix en lien direct avec l'objet du marché ;
- le recours aux mécanismes des prix nouveaux ne modifie pas les conditions initiales de la mise en concurrence du marché.

Ce type de modification sera alors réalisé par la notification par l'ASP d'un Ordre de Service au titulaire.

28.2 Prestations supplémentaires de marché

L'ASP se réserve également la possibilité de modifier le marché en application des articles R2194-2, R2194-3, R2194-4 du code de la commande publique dans la limite de 50% du montant initial du marché, et ce afin de faire réaliser, si besoin, des prestations supplémentaires que le présent marché n'aurait pas permis de réaliser.

Ces modifications feront alors l'objet d'un avenant.

28.3 Autres modifications de marché : modifications non substantielles

L'ASP se réserve, conformément aux articles R2194-7 et R2194-8 du Code de la Commande Publique, la possibilité de modifier les présents marchés.

Ces modifications feront alors l'objet d'un avenant.

28.4 Autres modifications de marché : Circonstances imprévues

L'ASP se réserve aussi le droit de modifier le marché lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances imprévues en application des dispositions de l'article R2194-5 dans la limite de 50% du montant initial du marché.

Cette modification fera alors l'objet d'un avenant.

28.5 Autres modifications de marché : Substitution de titulaire

L'ASP se réserve également la possibilité de modifier le marché lorsqu'un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché, en application de l'article R2194-6 du code de la commande publique.

Cette modification fera alors l'objet d'un avenant.

Article 29. Clauses de sécurité

29.1 Clause de confidentialité

En plus des dispositions de l'article 5.1 du CCAG-FCS, chacune des parties s'interdit, pendant la durée du marché et une période de cinq (5) ans suivant le terme ou la résiliation de celui-ci, de divulguer à des tiers, directement ou indirectement, les informations de nature « confidentielle », ce

terme recouvrant toutes informations ou données qu'elle aura reçues de l'autre partie, ou qu'elle aura reçues pour le compte de l'autre partie, ou dont elle aurait pris connaissance dans le cadre du marché.

Sont considérées comme **confidentielles**, les informations classifiées C2 à C4 ou dont le propriétaire a spécifié son caractère « confidentiel ».

Elle s'interdit également, pendant cette même période, d'utiliser lesdites informations à d'autres fins que l'exécution du marché, ainsi que de les communiquer à des membres de son personnel n'ayant pas le besoin d'en connaître.

Le titulaire certifie que les informations en sa possession concernant les travaux effectués dans le cadre du présent marché, que les données financières ainsi que les données à caractère personnel manipulées pour produire les différents documents objets du marché seront supprimées de tout support informatique et qu'aucune édition ou copie ne sera conservée par le titulaire à l'issue du marché.

Au terme du marché, le titulaire s'engage à détruire les documents en sa possession et à formaliser cette destruction au travers du procès-verbal de destruction de la documentation qui lui sera fourni par le service acheteur de l'ASP en cours d'exécution du marché. Il remettra ensuite ce PV complété à l'ASP dans un délai de un mois à compter de la complète réalisation des prestations.

Le titulaire renonce à publier, reproduire, traduire ou mettre sur le marché des éléments dont il aura cédé les droits, il est seulement autorisé à faire état dans ses références professionnelles de l'existence et du contenu succinct de la prestation réalisée.

L'ASP se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées, par le titulaire.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut être également engagée sur la base des dispositions légales en vigueur.

L'ASP pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de non-respect des dispositions précitées.

Les informations divulguées par les candidats garderont un caractère confidentiel ; ils ne peuvent disposer d'informations sur les offres de leurs concurrents.

29.2 Engagement de confidentialité

Chacun des intervenants pour le compte du titulaire signera avant le démarrage de la prestation un engagement de confidentialité ou la charte fournie par l'ASP ; le titulaire s'assurera que tout son personnel directement impliqué dans l'exécution des prestations, et celui de ses sous-traitants éventuels, signe cet engagement.

29.3 Sécurité physique

La prestation objet du marché n'ayant pas d'adhésion avec le SI de l'ASP, le titulaire devra respecter les règles de sécurité spécifiques à l'accès aux locaux définis par l'ASP, notamment, l'accès limité aux zones d'intervention définies par le marché, le port apparent du badge, pendant toute la prestation.

Pour des raisons de sécurité, le titulaire des lots 1 et 2 remettra à l'ASP la liste nominative du personnel d'intervention et de remplacement pour agrément quinze (15) jours au moins avant la date de la première intervention. Cette liste est tenue à jour régulièrement. Seuls les personnels agréés par l'ASP sont habilités à intervenir sur site dans le cadre du présent marché. Cet agrément se traduit par l'attribution d'un badge d'accès pour le titulaire.

29.4 Réversibilité

Le titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du marché, les matériels ou équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement.

Dans les 2 semaines précédant la fin de l'exécution du présent marché et à date la plus proche de la fin de ce marché, un procès-verbal de l'état des lieux complet lié aux installations soutenues dans ce lot, est établi par le titulaire du présent lot et du nouveau titulaire (marché suivant), sous contrôle d'un représentant de l'ASP et en présence des pilotes (actuel et futur) de maintenance du lot 1 du MP 24-15.

Il devra indiquer à minima, par équipements, matériels et locaux techniques les hébergeant :

- L'état général de fonctionnement détaillé (constat visuel et opérationnel, défaut, panne, action en cours ou à mener à court terme, heure de fonctionnement...),
- Le listing et la revue des documents d'exploitation (DOE des installations, notices, procédures) et des suivis de maintenance (registre de sécurité, rapports de visite, contrôles réglementaires...),
- L'état des lieux et vérification de l'état de complétude de la GMAO,
- La revue et l'inventaire du stock de pièces de sécurité et des locaux affectés au stockage,
- La revue du bon de perception résumant l'inventaire des matériels mis à disposition par l'ASP (bureau, matériels bureautiques, clés, badges d'accès...).

Un constat contradictoire d'état des lieux est réalisé entre l'ASP et le titulaire.

A l'issue du présent marché, le titulaire s'engage à transmettre tous documents d'exploitation et de maintenance (propriété de l'ASP) à jour et nécessaires. Par ailleurs il s'engage sur une période de 60 jours calendaires après la fin d'exécution du présent marché à répondre à toute question posée par le nouveau titulaire dans un délai maximum de 15 jours calendaires.

Cette phase doit en particulier comprendre la communication de tous les plans, documents et instructions reçus, et l'autorisation au personnel du nouveau titulaire d'accéder aux installations et locaux avant expiration du marché.

Article 30. Dérogations au CCAG

Les dérogations au CCAG–FCS sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG auquel il est fait dérogation
13	34 à 37
18	14
25	42